

La réaction des Français suite aux annonces de François Fillon du 24 août 2011

Sondage Harris Interactive pour le Syndicat National des Boissons Rafraîchissantes

Enquête réalisée en ligne par l'institut Harris Interactive du 31 août au 5 septembre 2011. Echantillon de 1 044 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

Le 24 août dernier, le Premier Ministre François Fillon a présenté à la presse un plan de réduction des déficits publics, comprenant une série de mesures d'économie pour l'Etat : suppression de niches fiscales, taxe exceptionnelle de 3% sur les revenus fiscaux de référence supérieurs à 500 000 euros, modification des règles d'impôts sur les sociétés, hausse des prélèvements sur les revenus du capital, mais également taxation sur le tabac, l'alcool fort et les boissons à sucre ajouté, ou encore augmentation de la TVA sur les billets d'entrée des parcs à thème. A la demande du Syndicat National des Boissons Rafraîchissantes, Harris Interactive a réalisé **une enquête auprès d'un échantillon représentatif de Français** afin de recueillir leurs réactions suite à l'annonce de ces différentes mesures et plus précisément celle concernant les boissons avec sucre ajouté.

Quels sont les principaux enseignements de cette étude ?

- **74% des Français estiment que, dans son principe, il est nécessaire d'accroître les recettes de l'Etat ;**
- **Selon une majorité de Français, les mesures annoncées ne répondent pas de façon cohérente (67%) ou efficace (70%) à l'objectif évoqué.**
- **Les Français considèrent que les efforts demandés sont inégalement répartis (89%) et ce plus précisément en défaveur des ménages.**
- Si les Français se déclarent également **majoritairement favorables à une augmentation du prix du tabac (68%) et des alcools forts (68%),** ils ne sont en revanche **pas favorables à l'augmentation du prix des**

boissons avec sucre ajouté (41% favorables) et de la TVA sur les billets d'entrée des parcs à thème (23%).

- **Les Français estiment que les mesures concernant le tabac, les alcools forts et les boissons avec sucre ajouté seront peu efficaces en termes de santé publique** et prêtent au gouvernement des objectifs davantage budgétaires que sanitaires concernant l'augmentation du prix des boissons avec sucre ajouté.

Dans le détail :

Les Français jugent nécessaire un plan visant à accroître les recettes de l'Etat, mais se montrent critiques à l'égard de la cohérence et de l'efficacité du plan proposé par le gouvernement

Trois Français sur quatre (74%) estiment qu'il était nécessaire pour l'Etat de définir un programme comprenant différentes mesures visant à accroître ses recettes, dont près d'un tiers (32%) pensent même que cela était « tout à fait nécessaire ». 24% jugent au contraire qu'un tel plan n'était pas nécessaire, dont 11% indiquant même que cela n'était « pas du tout nécessaire ». Il ne semble pas y avoir, à l'heure actuelle, de débat profond dans la société Française portant sur l'opportunité de déployer un tel plan. Les catégories de population les plus convaincues de la nécessité d'un plan d'accroissement des recettes de l'Etat sont les membres des catégories supérieures (86%), les sympathisants de Droite (92%), les électeurs tant de Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 (89%), que de François Bayrou (85%).

En dépit du relatif consensus existant sur la nécessité d'un plan d'accroissement des recettes de l'Etat, les Français s'avèrent critiques quant à celui présenté par François Fillon : moins d'un tiers des Français (29%) qualifie ce plan de « cohérent », contre 67% émettant un avis contraire ; et seul un répondant sur quatre (25%) le juge « efficace », contre 70% ne lui attribuant pas cette qualité. Notons que les individus les plus sceptiques quant à la cohérence et l'efficacité de ce plan sont ceux qui ne jugeaient pas un tel plan nécessaire : parmi ceux-ci, 92% jugent que ce plan n'est pas cohérent, et 95% qu'il n'est pas efficace. Les qualités attribuées à ce plan dépendent également largement des sympathies politiques des répondants : en effet, **les sympathisants de Gauche se montrent particulièrement critiques sur ce plan**, 81% ne le trouvant pas cohérent, et 84% ne le

trouvant pas efficace ; à l'inverse, les sympathisants de Droite sont en majorité à le trouver cohérent (58%) et efficace (51%).

Les Français dénoncent les efforts excessifs demandés par ce plan aux ménages et dans une moindre mesure à l'Etat

Si les Français se montrent critiques à l'égard de ce plan, c'est notamment parce qu'ils ont le sentiment que les efforts requis ne sont pas équitablement répartis entre l'Etat, les entreprises privées et les ménages : ainsi, près de neuf Français sur dix (89%) estiment que les efforts demandés par ce plan ne sont pas équitablement répartis. Ce diagnostic de déséquilibre est quasi unanimement mis en avant par les sympathisants de Gauche (97%), mais il est également largement partagé parmi les sympathisants de Droite (72%). **Indépendamment de leur couleur politique, les Français ont donc majoritairement le sentiment que certains acteurs sont plus sollicités que d'autres par ce plan.**

Plus précisément, **les Français pointent du doigt la sollicitation trop importante des ménages** : 57% des Français ayant le sentiment que les efforts ne sont pas équitablement répartis indiquent que les ménages sont amenés à produire plus d'efforts qu'ils ne le devraient. Un peu plus d'un tiers (36%) juge que ce plan requiert trop d'efforts de la part de l'Etat, quand un quart (25%) dénonce un poids trop fort reposant sur les entreprises privées. Notons que **les catégories supérieures (64%) et les sympathisants de Droite (57%), pourtant plus favorables que la moyenne au principe d'un plan d'accroissement des recettes de l'Etat, critiquent également ce qu'ils jugent être un poids excessif que celui-ci ferait peser sur les ménages.** Les sympathisants de Gauche (61%) ont également le sentiment que trop d'efforts sont demandés aux ménages dans le cadre de ce plan.

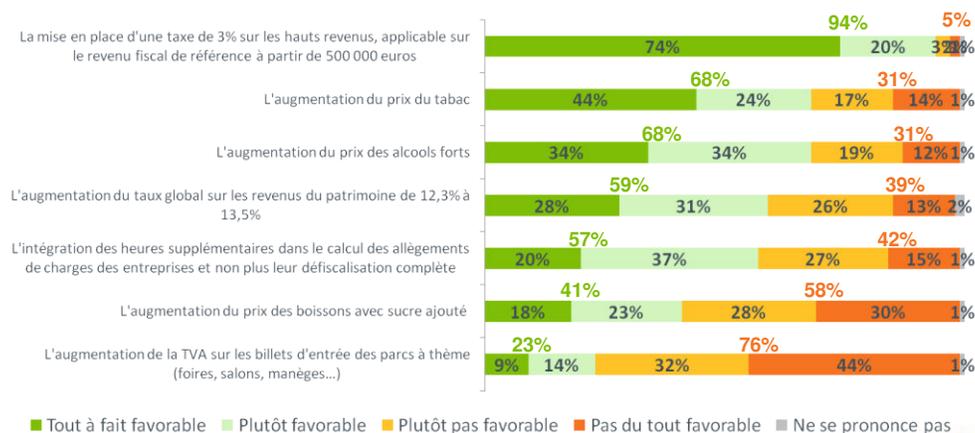
Les Français se montrent favorables aux mesures visant les ménages les plus aisés ou les entreprises, mais également à une nouvelle augmentation du prix du tabac et des alcools forts, tandis qu'ils ne sont pas favorables à l'augmentation du prix des boissons avec sucre ajouté et de la TVA sur les billets d'entrée des parcs à thème

Si les Français considèrent que les ménages en général sont trop sollicités par ce plan, ils se montrent toutefois largement favorables aux mesures pesant sur les ménages les plus aisés : 94% sont ainsi favorables à la mise en place d'une taxe de 3% sur les hauts revenus (dont 74% « tout à fait favorables »), et 59% se déclarent favorables à l'augmentation du taux global sur les revenus du patrimoine (dont 28% « tout à fait favorables »). Peut-être s'agit-il, à leurs yeux, d'une forme de justice sociale. Ils accueillent également de façon relativement positive l'intégration des heures supplémentaires dans le calcul des allègements de charge des entreprises (57% favorables, dont 20% « tout à fait favorables »), ce qui est en cohérence avec la faible proportion d'individus estimant que les entreprises privées sont excessivement sollicitées par ce plan. Leurs réponses sont en revanche plus partagées sur les mesures entraînant une augmentation des prix de différents biens de consommation : si les Français se montrent majoritairement favorables à l'augmentation des prix du tabac et des alcools forts (68% « favorables » dans les deux cas), ils sont en revanche plutôt hostiles à l'augmentation du prix des boissons avec sucre ajouté (41% favorables contre 58% pas favorables, et même 30% « pas du tout favorables ») et à l'augmentation de la TVA sur les billets d'entrée des parcs à thème (23% favorables contre 76% pas favorables, dont 44% « pas du tout favorables »).

Les Français se déclarent majoritairement favorables à toutes les mesures testées, à l'exception des taxes sur les boissons sucrées et l'augmentation de la TVA sur les parcs à thèmes

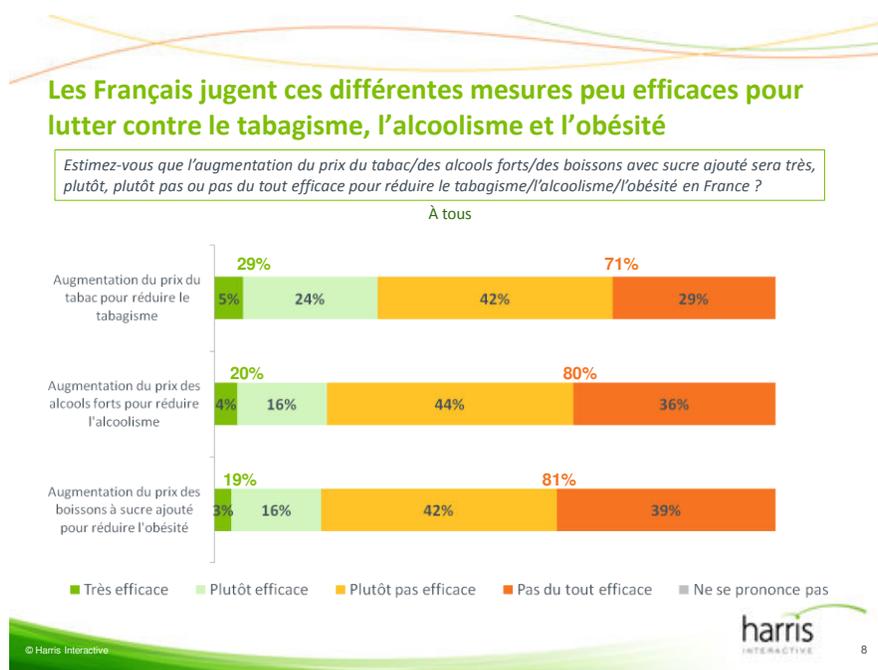
Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable, ou pas du tout favorable à chacune des mesures suivantes ?

À tous



Les Français doutent de l'efficacité de ces mesures d'augmentation des prix en termes de santé publique et prêtent au gouvernement des objectifs davantage budgétaires que sanitaires concernant l'augmentation du prix des boissons avec sucre ajouté

En outre, les Français se montrent sceptiques sur un des arguments avancés par le gouvernement pour promouvoir ces augmentations de prix, à savoir la volonté de faire progresser la santé publique. En premier lieu, ces mesures ne sont pas jugées efficaces pour agir respectivement contre le tabagisme, l'alcoolisme et l'obésité. En effet, 71% des Français estiment que la nouvelle augmentation du prix du tabac ne sera pas efficace pour réduire le tabagisme, quand 80% jugent que l'augmentation du prix des alcools forts ne sera pas efficace pour réduire l'alcoolisme, et 81% indiquent que l'augmentation du prix des boissons à sucre ajouté ne sera selon eux pas efficace pour lutter contre l'obésité¹.



¹ On le sait, le scepticisme est fréquemment de mise lors du déploiement de telles politiques publiques. Notamment lorsque celles-ci ne sont pas précédées de campagnes de sensibilisation de l'opinion. Et ce quand bien même l'efficacité de la politique contraignante en question ayant fait la preuve de son efficacité. On se rappellera ainsi des réactions des Français à la suite du débat sur les radars au printemps dernier. (Les Français et les nouvelles mesures de sécurité routière (Enquête Harris Interactive pour autoplus.fr réalisée les 12 et 13 mai 2011)

En second lieu, **les Français estiment que l’objectif premier de la mesure consistant à augmenter le prix des boissons avec sucre ajouté est bien financier et non sanitaire** : les Français sont seulement 28% à penser que l’augmentation du prix des boissons avec sucre ajouté vise à mettre en œuvre une mesure de santé publique, tandis qu’ils sont unanimes pour juger que l’Etat a pour objectif d’accroître ses recettes (92%). Notons que **les sympathisants de l’UMP (54%) sont la seule catégorie de population à attribuer majoritairement un objectif de santé publique à l’Etat dans l’augmentation du prix des boissons à sucre ajouté.**

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d’éléments techniques tels que : la méthode d’enquête, les dates de réalisation, le nom de l’institut-Harris Interactive-, la taille de l’échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6ème rang mondial des sociétés d’étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d’études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d’opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d’études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Harris Interactive

5-7 rue du Sahel 75 012 Paris
01 44 87 60 30

Contact presse Harris Interactive

Laurence Lavernhe – 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Opinion–01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr